

LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS :
Rue de Rivoli, 16.

Un an, 6 mois, 3 mois.
Paris. 24 12 7
Départements. 36 18 10
Etranger. . . . 48 24 13

Les abonnements valent des 1^{er} et 16
de chaque mois.

JOURNAL RÉVOLUTIONNAIRE

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.

Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adresser au siège de l'Administration, rue de Rivoli, 16.

Comité de rédaction pris parmi les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : SOBRIER.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant !

Paris, 4 mai.

La Représentation nationale est enfin venue. Elle a immédiatement proclamé le principe avec l'enthousiasme qui préside les grandes choses. Un représentant ayant proposé de faire prêter individuellement le serment de fidélité à la République, cette motion a été repoussée comme une offense par l'indignation générale. Tous les représentants se sont levés et ont crié à trois reprises *Vive la République!*

Le principe est conquis. Marchons. Plus de retard. La France attend!

Le Gouvernement provisoire sorti des barricades va se démettre. Le peuple l'a soutenu pendant toute la durée de sa mission : l'avenir le jugera.

Des actes, plus de vains discours; des actes, toujours des actes.

Le peuple a dit, il y a deux mois : « Nous avons trois mois de misère au service de la République. »

Le peuple a tenu parole.

Solennel et magnifique spectacle, éternellement digne d'admiration, que ce calme de la force, cette confiance dans son bon droit, cette résignation héroïque... Comment aborder Paris, ce foyer de la France, cette terre sacrée des révolutions, sans éprouver le sentiment des grandes choses? Au souffle de la grande cité, l'âme s'emplit d'aspirations magnanimes et le cœur vibre d'enthousiasme.

Représentants, vous serez à la hauteur de votre mission. Vous donnerez au monde cette constitution républicaine si ardemment souhaitée: vous organiserez la démocratie sur de larges et indestructibles bases; vous clerez à jamais l'ère des révolutions et des tempêtes politiques.

Abolition du prolétariat, réhabilitation de tous, fraternité, unité sociale, solidarité, immense développement moral et physique de tous les êtres, impulsion irrésistible vers tout ce qui est grand, beau et juste; voilà ce que vous ferez sans peine, grâce à l'adhésion de tous les cœurs et au concours de tous les esprits.

A l'œuvre donc, à l'œuvre! Des mesures immédiates pour soulager nos frères; et ensuite la constitution des peuples libres! L'œuvre est glorieuse, immense, et vous l'accomplirez sans obstacles si vous prenez le peuple pour guide et pour inspirateur. La journée qui ouvre vos travaux nous en donne l'espoir, et le vaisseau de la démocratie ira hardiment, à toutes voiles, porter la bonne nouvelle à tous les coins de la terre. L'heure sainte a sonné. Ce qui dominait aujourd'hui, c'était un sentiment profond de conciliation. La joie était sur tous les visages, et l'acte solennel auquel le peuple assistait lui a donné l'occasion d'ouvrir son cœur si plein d'amour et d'espoir. Concours imposant, unanimité sublime, nous vous invoquons comme un gage d'amour et de bonheur. Dieu veuille que nos espérances ne soient point trompées! SOBRIER.

« Le peuple est le souverain : le gouvernement est son ouvrage et sa propriété; les fonctionnaires publics sont ses commis. »

« Le peuple peut, quand il lui plaît, changer son gouvernement et révoquer ses mandataires. » (Art. 14, Déclaration des Droits de l'homme.)

Et alors le jugement du peuple sera le jugement de Dieu.

Droit d'élection, droit de révocation : l'un est le principe, l'autre la conséquence. S.

« De tous les tyrans, la pire espèce est celle qui se fait un marchepied de la démocratie. En général, ce sont des hommes flétris qui veulent faire prévaloir leurs individualités grossières sur les droits les plus sacrés. » S.

Frères, depuis deux mois, vous vous êtes montrés dignes de la liberté. Votre droit est évident, sacré, et il faut, si le temps d'agir vient, qu'il n'y ait pas en France, en Europe, un seul homme qui ne dise : « Ce qu'ils ont fait, ils devaient le faire. » Il y a un moment avant lequel, après lequel, les plus belles causes peuvent être perdues. S.

PRÉFECTURE DE POLICE.

Citoyens,
Des rumeurs sourdes circulent depuis quel-

ques jours dans tous les rangs de la société; des provocations, soit verbales, soit écrites, sont adressées à une partie de la population contre l'autre. Le devoir du préfet de police est de veiller en tous temps à la sécurité des citoyens et à la tranquillité de Paris. L'agitation suscitée par cet appel au désordre a éveillé sa sollicitude; il espère que les vrais républicains comprendront qu'aujourd'hui, plus que jamais, le Gouvernement doit compter sur leur appui énergique.

Au moment où les représentants du peuple vont se réunir; quand les questions les plus graves vont se discuter; quand les institutions républicaines vont passer des faits dans les actes, recevoir, après les acclamations de l'instinct et du sentiment populaires, la consécration de la raison pure et réfléchie des représentants du peuple et assurer son bien-être; quand, enfin, toutes les forces qui constituent l'humanité s'appellent à sanctifier la République, notre idole, irons-nous, citoyens, former deux camps ennemis et montrer au monde, qui a les yeux sur la France, qu'aux pieds de nos monuments, où nous avons inscrit ces mots sublimes : *Liberté, Égalité, Fraternité*, des enfants de la même patrie sont armés les uns contre les autres?

Vos magistrats, citoyens, celui-là surtout que vous avez appelé au poste qu'il ne veut occuper que pour concourir, dans la limite de ses forces, à votre sécurité à tous, se refusent à croire à un pareil égarement. La lutte à main armée, quand s'ouvre l'arène de discussion des idées, ne peut être que l'œuvre de traitres à la République ou d'insensés voulant amener dans l'ordre matériel le désordre de leur esprit. Mais ceux-ci, la République les renie pour ses enfants; elle n'a engendré que des cœurs dévoués et généreux, et c'est à ces vrais républicains qu'elle confiera le sort de ses destinées.

Paris, le 5 mai 1848.

Le préfet de police, CAUSSIDIÈRE.

On nous communique la lettre suivante adressée par M. le général Duvivier, commandant la garde nationale mobile, aux membres du Gouvernement provisoire pour lui offrir sa démission de ce commandement.

« Paris, 1^{er} mai 1848.

« Citoyens membres du Gouvernement provisoire,

« Les citoyens du département de la Seine, en me nommant leur représentant à l'Assemblée nationale, m'ont imposé de grands devoirs. Jamais je n'y manquerai sciemment.

« Comme représentant du peuple, je ne puis point rester à la tête d'une force militaire organisée.

« Comme représentant du peuple, tout mon temps appartient à l'Assemblée nationale.

« Je viens donc, citoyens membres du Gouvernement provisoire, déposer entre vos mains le commandement de cette garde mobile que vous m'aviez confié.

« Je remets à la patrie vingt-quatre beaux et bons bataillons, organisés, puissants déjà par leur instruction et leur discipline, et qui seraient encore plus avancés s'ils eussent été plus constamment secourus.

« Salut et fraternité.

Le général de brigade, commandant la garde mobile.

Signé : DUVIVIER.

QUESTION A LA 8^e COMPAGNIE DU 3^e BATAILLON DE LA 2^e LÉGION.

Est-il vrai que toute la 8^e compagnie sus-désignée ait arrêté de faire invasion dans les bureaux de la Commune de Paris afin d'exterminer les rédacteurs?

Est-il vrai que cette proposition n'ait été rejetée ou ajournée que sur la vigoureuse et digne opposition d'un seul capitaine de cette compagnie?

Ce renseignement nous arrive aujourd'hui à midi. Nous attendons la réponse.

J. CABAGNE, rédacteur en chef.

Nous regrettons que le défaut d'espace ne nous permette pas d'insérer tout au long la lettre que nous adresse le citoyen Milbau, typographe. Cette lettre proteste énergiquement contre les menées réactionnaires des vaincus de février. Le citoyen Milbau demande aussi pour qu'il n'y ait

nombre de ses camarades, ne sont pas armés comme ils ont droit de l'être.

Déjà nous avons signalé la négligence ou le mauvais vouloir de certaines mairies à propos d'actes importants. Si cet avis ne suffisait pas, nous irions au fond des choses, et nous appellerions la responsabilité sur qui de droit.

On nous communique la lettre suivante qui ajoute quelques détails à ceux que nous avons donnés hier sur les massacres de Cracovie.

« Je vous annonce que dans l'affaire du 26 de ce mois, à Cracovie, nous sommes sortis d'une grêle de balles et de boulets, après avoir perdu treize émigrés et en beaucoup de blessés. Les Autrichiens sont tombés sur nous en traitres; mais ils ont payé cher cette trahison : ils ont eu un grand nombre de tués, et le commandant en chef (feld-maréchal) Castiglione a été blessé mortellement au visage par des chevrotines. Plusieurs femmes ont été tuées par les boulets et les fusées à la congrève qui pleuvaient de la citadelle, où se trouvaient réunis trois mille soldats et vingt-deux canons.

« Le combat n'était pas égal, car nous n'avions pas de canon, mais seulement des barricades faites à la hâte, des fusils de chasse et des pistolets; le reste était armé de barres de fer et de piques avec lesquelles on a poursuivi les Autrichiens, qui, en fuyant vers la citadelle, pillaient et massacraient les femmes et les enfants qui se trouvaient sur leur passage. Sur ces entrefaites, le prince Jablonowski et Adam Potocki, sans aucune autorisation, soit de la ville, soit des combattants, de leur propre chef ont traité avec le commandant, successeur de Castiglione, pour qu'il cessât le bombardement de la ville, et signé une capitulation honteuse qui sera appréciée de tout le monde.

« En conséquence de cette capitulation, nous avons été forcés de quitter Cracovie, quoique les habitants nous aient priés, les larmes aux yeux, de ne pas les abandonner à la brutalité des vainqueurs, qui ont commis des cruautés inouïes, jusqu'à clouer des enfants contre les murs avec leurs baïonnettes.

« Nous sommes à Breslau au nombre de 700, et nous traitons en ce moment avec l'autorité afin d'obtenir une prolongation de séjour. »

« En lisant les funèbres nouvelles arrivées hier de Cracovie, on se demande avec douleur combien de temps encore durera le martyre de la Pologne, quand cessera le travail sanglant de ses bourreaux. Dans la victoire du peuple aux destinées duquel elle avait associé les siennes, elle avait cru voir la fin de son long supplice, le signal, depuis si longtemps attendu, de sa renaissance : se serait-elle trompée? le pacte infâme qui la rayait du nombre des nations aurait-il prescrit contre le droit? le temps légitimerait-il le meurtre? Ce ne peut être là la doctrine ni la politique de la France.

MONNAIE.

A propos des réformes administratives qu'on nous a tant promises et que nous ne voyons pas arriver, il importe que non-seulement les principaux chefs des administrations soient remplacés, mais il faut encore que leurs créatures soient renvoyées. Ainsi croit-on avoir assez fait en révoquant M. Boursy, directeur général des contributions indirectes? Ne sait-on pas qu'il a laissé dans différentes branches du service des parents qui jouissent et espèrent jouir longtemps après lui des faveurs que son népotisme leur a liguées? A cet égard nous nous permettrons d'adresser à qui de droit les questions suivantes :

Est-il vrai que M. Boursy ait donné, il y a huit mois, en dot au mari de mademoiselle Caminade, sa nièce, sa place de contrôleur en chef du bureau de la garantie de Paris? — Or, si nous sommes bien renseignés, voici ce que rapporte cet emploi :

Appointements fixes	5,000 fr.
Indemnité de 10 p. 0/0	300
Frais de bureau	1,800
Total.	7,300 fr.

A ces avantages pécuniaires il faut ajouter un beau logement à l'hôtel de la Monnaie.

Notez bien que M. Moreau (c'est le nom du mari de mademoiselle Caminade) est arrivé à cet emploi sans appartenir à l'administration et sans avoir fait de surcommerciaire — contrairement à tous les règlements administratifs, — et au détri-

ment d'anciens employés auxquels leurs années de service et leur capacité donnaient droit à l'avancement.

Ce n'est pas tout, et voici le tripotage scandaleux auquel a donné lieu ce passe-droit.

Le contrôleur en chef remplacé par M. Moreau était un homme puissant par sa fortune et non moins jaloux des prérogatives de l'emploi que de la somme qu'il rapporte. C'est dire qu'il ne voulait pas se retirer. La était la difficulté. Elle a été surmontée, et voici comment. M. Boursy a dit à M. Marchand (le contrôleur rétif) : « Vous avez un fils qui sort du collège; en bon père, vous devez désirer qu'il soit convenablement placé. Eh bien! si vous voulez prendre votre retraite et faire place à mon neveu, il sera donné à votre fils, en échange de ce bon procédé de votre part, un emploi de 2,400 fr. et un emploi à la Monnaie. » Ces conditions furent acceptées, et aujourd'hui, deux mois et demi après l'établissement de la République, MM. Moreau et Marchand fils sont encore pourvus de leurs emplois, ou plutôt de leurs sinécures, obtenus par de tels moyens.

Autre question.

Est-il vrai qu'en moins de huit ans, M. Caminade, frère de madame Moreau et neveu de M. Boursy, ait pu arriver à l'emploi de contrôleur ambulant à Paris, emploi qui rapporte 6,000 fr. au titulaire?

Même question à l'égard de M. Roucher, autre neveu de M. Boursy, qui se trouve chef du personnel à la direction de Paris.

Tout ceci n'est-il pas propre à porter le dégoût et le découragement dans l'âme de tous les employés travailleurs qui, quoi qu'ils fassent et quels que soient leurs droits, ne peuvent pas franchir la ligne qui leur est tracée par des chefs avides.

Est-il vrai aussi que M. Gay-Lussac perçoive à son profit un droit d'essai à la Monnaie rapportant 60,000 fr. par an? Nous avions peine à le croire, mais le fait existe.

Nous espérons que la République s'empressera de faire disparaître les abus que nous lui signalons aujourd'hui et sur lesquels nous reviendrons en attendant que nous lui en signalions d'autres.

LA QUESTION SOCIALE.

— Fuyez, fuyez, citoyen; la maison brûle.
— Non, la maison ne brûle pas. Je ne vois ni feu ni fumée. Vous voulez entrer dans ma maison pour la piller quand j'en serai sorti.

— Dieu me garde d'entrer dans votre maison quand vous en serez sorti, car à ce moment elle s'écroulera dans les flammes. Sortez, vous dis-je, car vous êtes perdu si vous tardez.

— En effet, je sens maintenant l'odeur de la fumée, et il me semble que la maison craque par la base. Aidez-moi à sortir.

Il est trop tard. Le premier étage est en feu. Il ne vous reste qu'à sauter par la fenêtre.

— Comment! sauter par la fenêtre? Je vais me tuer sur le pavé.

— Probablement, mais il n'y a pas d'autre moyen.

— Hélas, hélas! une corde, une échelle, ou je suis perdu.

L'homme qui veut rester dans sa maison et qui ne se décide à en sortir qu'en la sentant craquer sous ses pieds, c'est l'esprit du passé, qui ne voudrait rien changer à ses habitudes et qui s'est trop endormi dans une confiance trompeuse.

Le pavé qui s'offre à lui comme un abîme où la mort l'attend, c'est la conséquence funeste de l'aveuglement, c'est l'avenir inconnu que le passé n'a jamais voulu mesurer du regard.

La voix qui crie au passé : « Sauter par la fenêtre ou vous allez brûler avec votre maison, » c'est le présent, qui constate le danger sans s'occuper de le prévenir. La corde, l'échelle que l'on demande à grands cris pour descendre sans catastrophe dans la rue, c'est la solution de la question sociale.

Où, oui, hâtez-vous d'apporter l'échelle si vous ne voulez que les intérêts du passé succombent violemment sans profit pour l'avenir. Et vous, insensés, qui croyez votre maison incombustible et qui ne voyez pas que vous y avez mis le feu vous-mêmes, vous qui avez méprisé l'échelle, unique moyen de salut, hâtez-vous de nous aider à la placer sous vos pieds, car nous autres socialistes tant raillés et tant repoussés par vous, nous n'avions qu'une pensée, c'était de sauver cet édifice social que vous appelez votre maison et que vous avez laissé périr, et maintenant qu'il va crouler par suite de votre impré-

voyance, nous voudrions vous sauver et vous recueillir avant que le désastre s'accomplisse.

Vous avez eu beau faire, vous tenterez vainement encore tous les palliatifs; vous avez miné vous-mêmes la question de votre propre existence en vous imaginant que le capital pouvait exploiter le travail jusqu'à la fin des siècles. Le travail était la source du fleuve que sillonnait fièrement votre navire. La source menace de se dessécher. Que ferez-vous alors? Bien peu d'entre vous peuvent attendre, et quand même ils attendraient: un fleuve disparaît vite quand la source est tarie.

Ne dites pas que la nécessité forcera le travailleur à refaire le pacte du passé. Ce serait pour vous un sursis de quelques jours. Il est prouvé, par la science sociale, que ce pacte conduit le travailleur à sa perte, au *Work-house*, qui n'est lui-même qu'un dernier temps d'arrêt entre la vie et la mort.

Il est bien possible que vous croyiez de bonne foi, pour la plupart, à l'efficacité des petits remèdes: cela prouverait votre ignorance. Il est possible aussi que vous réussissiez à persuader au travailleur qu'un peu plus de générosité et de prudence de votre part suffira pour le rassurer: cela prouvera aussi qu'une partie du peuple partage votre ignorance. Mais le mal fera des progrès sous votre emplate, et la solution, pour être retardée, n'en sera que plus difficile et plus périlleuse.

Ouvrez donc les yeux. Qui vous demande de vous immoler? Quelques exaltés, que le peuple vous aiderait au besoin à contenir. Mais encore prenez garde à la manière dont vous contiendrez ces exaltés. Si c'était par la violence et l'injustice, ce peuple, qui est généreux, prendrait parti pour eux contre vous, le lendemain.

Et si ces exaltés vous servaient de prétexte pour étouffer toute discussion de principe, le peuple ne vous pardonnerait pas de l'avoir trompé, et l'influence purement politique de quelques noms estimés serait insuffisante pour vous conserver la vôtre.

La sagesse et la générosité sont l'air que le peuple respire. Augmentez et renouvelez, et faites librement circuler cet air dans sa poitrine. Une atmosphère parfumée de belles et mentueuses paroles ne suffira pas longtemps à ses vastes aspirations. Il la rejettera bientôt comme un poison. Il vous redemandera l'air vital, la vérité, et si vous ne l'avez pas, il ouvrira la voûte du temple pour y faire entrer le souffle de Dieu.

GEORGE SAND.

Nous recevons chaque jour des plaintes sur l'administration des bibliothèques publiques. Les employés ont trois mots magiques au moyen desquels ils opposent une fin de non-recevoir aux plus justes demandes. — Un livre n'est pas en place; il est à la reliure; il n'est pas relié. — Ainsi l'autre jour, sous un de ces spécieux prétextes, on nous a refusé le *Moniteur* de 1847 à la Bibliothèque nationale. On donc fera-t-on ses recherches, si ce n'est là?

Les ouvriers, qui désirent vivement s'instruire, se plaignent aussi qu'ils ne peuvent aller dans les bibliothèques ou qu'ils seraient obligés de renoncer à leurs travaux. Leur plainte est fondée; pourquoi n'y fait-on pas droit?

BUREAU DE RÉVISION POUR LES FRAIS JUDICIAIRES.

Jusqu'à ce jour, et en dépit de la taxe à laquelle ils sont soumis, les officiers ministériels ont abusé de l'ignorance de leurs clients ou de leur négligence. Le gouvernement républicain, qui ne peut vouloir des abus coupables, portera bientôt, nous l'espérons, la hache et la cognée dans cette forêt inextricable de lois et de règlements qui font la ruine du plaideur et la fortune du porte-robe. Toutefois, et en attendant que l'on supprime pour l'avenir toutes procédures inutiles, nous faisons un appel aux citoyens qui possèdent des dossiers, et nous les invitons à venir les déposer dans nos bureaux. Il y aura lieu alors d'examiner scrupuleusement les procédures et de voir si des frais frustratoires n'ont pas été faits. Toute infraction à la taxe donnera lieu à des répétitions, et nous proposons de faire du montant de ces sommes indûment perçues un usage national et patriotique.

COMMANDITE NATIONALE DES TRAVAILLEURS.

Nous avons publié, dans notre numéro du 28 avril, le rapport du comité de la Commandite des travailleurs, dont le huitième arrondissement de Paris a pris l'initiative; nous publions aujourd'hui quelques-unes des lettres adressées au fondateur. Ces lettres font honneur à ceux qui les ont écrites et sont les meilleurs éloges que nous puissions donner au projet.

P. S. Nous rappelons à nos concitoyens que tous les jours, de une heure à trois heures, une commission siégeant à la mairie du huitième arrondissement donne tous les renseignements sur le but et les moyens de la Commandite nationale des travailleurs.

Citoyen,

Nous sommes heureux de vous annoncer qu'après avoir communiqué à nos ouvriers la souscription nationale en faveur du pays tout entier, ils se sont empressés, malgré la pénurie qu'ils se trouvent eux-mêmes, de participer selon leurs moyens à ce noble élan.

Veuillez, citoyen, recevoir de leur part ce faible don, vous priant d'en faire part, non pas pour en recevoir remerciement, attendu que chacun

d'eux comprend le faire par devoir, mais bien donner exemple à tous leurs camarades, ouvriers comme eux, qui pourront apporter leur offrande, seul moyen de sauver l'industrie tout entière si fort menacée en ce moment.

Agréez, citoyen, de leur part les remerciements de la noble pensée que vous avez émise.

Ils ont, en notre nom, l'honneur de vous saluer.

Emile PLANSON et RÉVOT,

rue du Faubourg-Saint-Antoine, 25.

Le montant de notre souscription est de 60 fr., qui sont à mon domicile et à la disposition du receveur.

Planson et Révot, 26 fr. — Maes, 5 fr. — Soskosi, 2 fr. — Richard, 2 fr. — Samson, 2 fr. — Rignault, 2 fr. — Alphonse, 5 fr. — Baux frères, 10 fr. — Bourguignon (Louis), 5 fr. — Romain, 5 fr. — Total, 60 fr.

Citoyen,

Je vous félicite sincèrement de l'initiative que vous et vos collègues viennent de prendre pour la formation de la Commandite des travailleurs. Vous faites en cela preuve de patriotisme et de philanthropie; il faut donc que tous les bons citoyens vous imitent, que ceux qui veulent la prospérité de notre belle France nous viennent en aide, que ceux enfin qui détestent les paresseux ouvrent la main et aident de leurs capitaux cette digne classe des travailleurs.

D'après ce, voulant coopérer à cette bonne œuvre, qui entre parfaitement dans mes principes, veuillez, je vous prie, me considérer comme l'un de vos souscripteurs pour la somme de mille francs; plus tard j'espère faire d'autres versements pour la consolider.

Honneur au ministre et surtout au comité à qui appartient l'initiative.

Salut et fraternité.

BULLIER,

directeur du Prado et de la Closerie des Lilas, carrefour de l'Observatoire, à l'issue du Luxembourg.

P. S. Faites-moi remettre quelques listes de souscription que je ferai remplir à mes amis et connaissances, car on ne saurait trop répandre ce bienfait.

Citoyen,

Désireux de coopérer pour ma part dans l'heureuse idée de votre Commandite, je viens vous faire part d'un projet que je crois très-facile à réaliser.

Bijoutier de profession, mais aujourd'hui sans occupation, je fais partie des ateliers nationaux. Je crois qu'il serait très-possible, avec l'entremise des chefs de brigade, qui communiquent plus intimement avec les travailleurs, de former en peu de temps un capital assez joli, du plein consentement des 75,000 composant les ateliers nationaux. Il s'agirait seulement de leur faire une retenue de cinq centimes par jour pendant vingt jours, ce qui donnerait 75,000 francs. Je crois d'autant plus facile la réalisation de ce projet, que tous ceux avec lesquels je me suis trouvé jusqu'à ce jour sont animés d'excellents sentiments, et qu'en leur faisant comprendre que quand même les neuf dixièmes ne voudraient pas quitter la capitale pour aller défricher, ils auraient au moins l'honneur d'avoir participé au bien-être de quelques-uns de leurs frères. Si cette idée vous agréait, citoyen, je me ferais un vrai plaisir d'en poursuivre l'exécution. Fort de mes convictions, je crois pouvoir vous assurer de les faire partager à tous mes confrères. Si vous n'y faites l'honneur d'une réponse, je vous serai très-obligé de vouloir bien me dire quel salaire et quelle organisation vous devez donner aux colons défricheurs.

J'ai l'honneur, etc.

PERRAUD.

SIMPLE QUESTION.

Nous voudrions savoir du maire de Paris s'il est vrai que dans le dépouillement général des votes du département de la Seine, on ait omis le résultat du dépouillement du scrutin de l'hôtel national des Invalides. On nous affirme ce fait, et non-seulement le scrutin spécial des Invalides ne figure pas dans les tableaux imprimés que les différents journaux ont mis sous les yeux de leurs lecteurs, mais encore tous les témoins *auriculaires* que nous avons consultés assurent qu'il n'en a nullement été fait mention le 28 avril, dans la salle Saint-Jean, où l'on a successivement proclamé le résultat général des votes des douze arrondissements de Paris et des huit cantons de la banlieue; de l'armée active et de la garde nationale mobile. A quoi donc auraient songé le citoyen Vée, maire du 5^e arrondissement, et le citoyen Flottard, secrétaire général de la mairie centrale, qui ont reçu des mains du brave général Petit le paquet cacheté contenant le procès-verbal dressé pour la constatation des résultats du scrutin de l'hôtel des Invalides?

Correspondance.

Paris, le 4 mai 1848.

Citoyen ministre,

Le cumul des traitements est incompatible avec les principes démocratiques.

Mon traitement de procureur général près la cour d'appel d'Angers est supérieur à l'indemnité qui m'est allouée comme représentant du peuple.

Tout membre de l'Assemblée participant aux mêmes travaux législatifs me paraît devoir être rétribué également.

Par ces motifs, je viens vous déclarer qu'à partir de ce jour je renonce jusqu'à la fin de la session de l'Assemblée nationale à mon traitement de procureur général pour ne toucher que l'indemnité fixée par la République pour chacun de mes collègues.

Salut et fraternité.

A. FRESLON,
représentant du peuple.

5 mai 1848.

Citoyen rédacteur,

A l'appui de votre article du 5 mai, sur la constitution de l'Assemblée en bureaux; vous pourriez épargner des recherches aux citoyens qui n'en ont pas connaissance en rapportant dans vos colonnes les six articles du décret de la Convention nationale, à la date du 29 septembre 1792.

Décret qui devrait immédiatement être remis en vigueur:

Art. 1^{er}. Pour faciliter les travaux de la Convention nationale, il sera formé dans son sein des commissions fixes, et un tableau pour les commissions éventuelles.

Art. 2. Les commissions fixes auront pour objet tout ce qui exige une marche systématique, des connaissances particulières ou des renseignements traditionnels.

Art. 3. Les commissions éventuelles auront pour objet tout ce qui ne se rapportera pas directement à l'objet précis d'une des commissions fixes.

Art. 4. Les commissions fixes seront formées sur une liste de candidats parmi lesquels tous les membres de la Convention seront invités à s'inscrire suivant leurs connaissances particulières.

Art. 5. Les commissions éventuelles seront formées sur une liste de tous les membres de l'Assemblée, moins ceux qui seront membres d'une des commissions fixes.

Art. 6. L'élection de ceux qui composeront les commissions fixes se fera par bulletin de liste signée, et les bulletins ne seront brûlés que le lendemain.

Salut et fraternité.

On nous adresse de Nantes la lettre suivante:

« Monsieur le rédacteur en chef,

« Je vous prie de vouloir bien insérer dans vos prochains numéros ce qui suit:

« Le Gouvernement provisoire est invité à faire commencer de suite l'étude d'un projet d'armement de 60 vaisseaux de 100, de 20 trois-ponts et de 40 frégates de 60;

« A faire un appel de 150,000 volontaires pour la marine;

« Et à adopter pour la solde, la nourriture, la discipline et l'avenir de nos marins quelque chose de mieux que ce qui existe à la nouvelle Angleterre....

« Avec une garde nationale sédentaire bien organisée et une garde mobile instruite, on doit penser à réduire le budget de la guerre, et on économisera facilement ce qu'il faut pour avoir les vaisseaux et les marins qui nous manquent aujourd'hui.

« 150 mille matelots de plus que ceux de nos équipages actuels ne seront pas de trop quand on pense que d'un jour à l'autre, nos armateurs seront bien aises que l'Etat leur fournisse 50 ou 60 mille marins (pour la course).

« Je suis convaincu que vos sentiments patriotiques vous porteront à adopter le fond de cet écrit et à revenir souvent sur ce sujet pendant la session de la Constituante.

« Veuillez agréer, monsieur le rédacteur en chef, tous mes sentiments de fraternité les plus dévoués.

« HAMELIN (de Nantes).

Actes officiels.

Citoyens,

Demain s'ouvrira l'Assemblée nationale; demain le Gouvernement provisoire va remettre aux mains des représentants du peuple le pouvoir que l'acclamation du peuple lui avait confié.

En déposant nos fonctions, citoyens, nous voulons vous adresser tous nos remerciements pour le concours si dévoué que nous a donné votre patriotisme; nous voulons vous dire pour adieux quelques paroles d'union et de concorde.

Vous avez présenté au monde, dans ces temps difficiles, un grand et beau spectacle! Dans cette immense cité, la paix publique au milieu de la liberté la plus illimitée, le respect constant pour l'autorité du peuple dans la personne des citoyens que le peuple avait proclamés, pour ainsi dire, sur les barricades, au jour de la grande Révolution!

Soyez unis devant l'Assemblée nationale. Notre République vivra par la concorde, par la fraternité.

Point de réaction, point de violence: le calme de la force, la majesté de la République! Votre attitude même condamne toutes les provocations, de quelque part qu'elles viennent.

Vous nous avez courageusement aidés à traverser les temps difficiles; montrez au monde qui vous admire qu'après avoir fondé le Gouvernement républicain, vous avez la volonté, c'est-à-dire la force de le consolider. Les perturbateurs comprendront qu'adoptée par tous, la République est désormais inébranlable.

La royauté, citoyens, est à jamais vaincue: plus de privilège, l'égalité; plus de place aux divisions, la fraternité.

Peuple, le gouvernement de la République est le gouvernement de tous: entourons-le tous de notre amour; formons un faisceau de toutes nos volontés; que le drapeau de la République s'élève pur et glorieux, symbole de concorde pour nous, d'espérance pour tous les peuples.

Fait en séance du Gouvernement, le 5 mai 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Le Gouvernement provisoire a également décrété ce qui suit:

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministère des travaux publics, sur la première section du budget de 1848, chapitre XXVI, un crédit de seize mille quatre cent vingt et un francs cinquante-sept centimes (16,421 fr. 57 c.) en augmentation des restes à payer constatés à la clôture des exercices 1844 et 1845.

Le Gouvernement provisoire décrète:

Les sous-officiers, officiers et officiers supérieurs de la garde républicaine auront dans l'armée le grade qui leur a été conféré par le ministre de l'intérieur, sur la présentation du préfet de police.

Le Gouvernement provisoire décrète:

Art. 1^{er}. Les monnaies d'or, d'argent et de cuivre seront gravées au type de la République et porteront pour légende ces mots: *République française*. Sur le revers seront gravées d'une manière apparente, au milieu d'un encadrement de feuilles de chêne et d'olivier, la valeur de la pièce et l'année de la fabrication.

Art. 2. Les monnaies nationales sont:

1^o Pour l'or, les pièces de 40 fr., 20 fr. et 10 fr.;

2^o Pour l'argent, les pièces de 5 fr., 2 fr., 1 fr., 50 c. et 20 c.;

3^o Pour le cuivre, les pièces de 10 c., 5 c., 2 c. et 1 c.

Le diamètre, le poids et les tolérances des pièces d'or de 40 fr. et de 20 fr., et des pièces d'argent de 5 fr., 2 fr., 1 fr., 50 cent., seront les mêmes que ceux fixés par la loi du 7 germinal an XI.

Le poids des pièces de 20 centimes sera de 4 grammes et leur diamètre de 15 millimètres.

La pièce de 10 fr. sera à la taille de 510 pièces au kilogramme, au poids de 5 grammes 2258, au diamètre de 18 millimètres. La tolérance de poids sera de 2 millièmes en dessus et 2 millièmes en dessous, conformément à l'art. 9 de la loi du 7 germinal an XI.

Le diamètre des pièces de 10 c. sera de 30 mill.

de 5 de 25

de 2 de 20

de 1 de 15

Le poids des pièces de 10 cent. sera de 10 gramm.

de 5 de 5

de 2 de 2

de 1 de 1

Les tolérances de poids seront, pour les monnaies de cuivre,

Un centième en dessus et un centième en dessous.

Art. 3. La tranche des pièces de 40 fr., 20 fr. et 5 fr. portera ces mots en relief:

Dieu protège la France.

Les pièces de 10 fr. en or, de 2 fr., 1 fr., 50 cent., 20 cent., en argent, seront frappées en virole cannelée.

La tranche des monnaies de cuivre sera unie.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant que la refonte générale des monnaies de cuivre, de métal de cloche et de bronze, fabriquées il y a plus d'un demi-siècle, est une opération depuis longtemps réclamée par le vœu public;

Que la difformité de ces monnaies, leur poids incommode et la diversité de leurs empreintes, sont autant de motifs qui, sous le rapport de l'art et dans l'intérêt des transactions commerciales, doivent faire désirer de les voir disparaître entièrement de la circulation;

Que l'action du frai, en altérant leur empreinte, a facilité les fabrications illicites des monnaies de bronze et l'introduction frauduleuse des espèces de cuivre étrangères;

Attendu qu'il est urgent de faire cesser d'aussi graves inconvénients, en substituant à ces monnaies une monnaie nouvelle en rapport avec les progrès des arts, en harmonie avec le système décimal, et dont les empreintes, aussi parfaites que celles des monnaies d'or et d'argent, opposent les mêmes difficultés à la contrefaçon;

Que la fabrication de pièces de 1 et de 2 centimes est surtout réclamée par les citoyens pauvres, qui se plaignent avec raison d'être privés d'une monnaie nécessaire à leurs besoins et à leurs intérêts les plus urgents;

Qu'il y a lieu de satisfaire à un intérêt général et bien légitime, celui de voir l'effigie de la République sur les monnaies dont la circulation est la plus étendue;

Sur le rapport du ministre des finances,

Décète ce qui suit:

Art. 1^{er}. Seront retirées de la circulation et démonétisées les anciennes monnaies de cuivre, de bronze et de métal de cloche.

Des arrêtés fixeront les époques auxquelles ces monnaies cesseront d'avoir cours légal et forcé et ne seront plus admises dans les caisses de l'Etat.

Art. 2. Il sera frappé une monnaie de cuivre au type de la République.

Les pièces nouvelles seront:

De un, de deux, de cinq et de dix centimes,

Pièces.	Poids.	Diamètres.
1 centime.	1 gramme.	13 millimètres.
2 id.	2 id.	20 id.
5 id.	5 id.	25 id.
10 id.	10 id.	30 id.

La tolérance du poids en fort et en faible sera de 10 grammes par kilogramme.

Art. 3. La fabrication de la nouvelle monnaie de cuivre commencera aussitôt après la clôture des opérations du concours qui va être ouvert pour la gravure du type des monnaies nationales.

Art. 4. La somme représentée par les nouvelles monnaies de cuivre à émettre ne pourra, dans aucun cas, dépasser plus de 3 millions de francs la valeur nominale des monnaies de cuivre, de bronze et de métal de cloche démonétisées en exécution du présent décret.

Le Gouvernement provisoire décrète :

Art. 1^{er}. Les gouverneurs des anciens châteaux royaux, devenus domaines de l'Etat, auront désormais le titre d'administrateurs.

Art. 2. Le traitement des administrateurs est fixé au maximum à 3,000 fr. ; au minimum, à 2,000 fr.

Le Gouvernement provisoire décrète :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit de un million huit cent cinquante mille francs (1,850,000 fr.), additionnellement au crédit éventuel de 1,050,000 fr. alloué par la loi de finances du 8 août 1847, pour l'inscription au trésor public des pensions militaires à liquider dans le courant de l'année 1848.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE M. AUDRY DE PUYRAVEAU, DOYEN D'ÂGE.

Séance du 4 mai.

Les abords du palais de l'Assemblée nationale sont entourés d'une foule nombreuse contenue par de forts détachements de garde nationale sédentaire et mobile, de garde républicaine, de ligne, de dragons, etc.

A midi et demi entrent, par un des angles de la salle, à gauche du président, le corps diplomatique et les dames du corps diplomatique. On remarque un diplomate en habit brodé, c'est M. l'ambassadeur de la république de l'Equateur. Lord Normamby est présent en habit de ville. Les autres puissances n'ont pas d'ambassadeurs présents. La tribune réservée au conseil d'Etat est au grand complet ; un petit nombre de dames élégamment parées sont au premier rang de la tribune basse ; la tribune haute est encombrée. Pas un représentant, si l'on n'excepte le préfet de police, M. Caussidière, n'a le costume ordonné par le décret.

L'uniforme des huissiers de la chambre a subi une légère transformation. Ils ont remplacé la chaîne d'acier par le brassard tricolore.

MM. Emmanuel Arago, Etienne Arago, Barbès et Recurt se promènent ensemble dans le couloir central, encombré par la plupart des représentants.

Autour de M. de Lamennais se groupent un instant Pascal Duprat, Béranger, Jean Reynaud et autres dont nous ignorons encore le nom.

A une heure, le président d'âge, M. Audry de Puyraveau, monte au fauteuil ; il est accompagné des secrétaires, MM. Fresneau, Astouin, Payre-rot, Ferrouillat, Gambon et Avond.

Tout à coup un grand tumulte a lieu à la porte de la salle. M. Château-Renaud, gouverneur du palais, empêche d'entrer des gardes nationaux en uniforme ; il éprouve quelque résistance et s'écrie : « Non, vous n'entrerez pas ; vous passerez plutôt sur mon corps. » — (Quelques gardes nationaux) : « Il a raison, il a raison. » On ferme les portes de la salle.

Aussitôt que le canon se fait entendre, le bureau provisoire quitte la salle et va recevoir le Gouvernement provisoire.

A une heure et demie, les tambours battent aux champs. Le Gouvernement provisoire entre dans la salle aux cris trois fois répétés de *Vive la République* ! Tous les colonels de la garde nationale entrent dans la salle à la suite des membres du Gouvernement provisoire.

Voici l'ordre dans lequel les membres du Gouvernement provisoire prennent place :

MM. Louis Blanc, Ledru-Rollin, Flocon, Albert, Bethmont, Marie, Crémieux, Arago, Lamartine, Dupont (de l'Eure), Marrast, Garnier-Pagès et Pagnerre.

M. LE PRÉSIDENT. La séance est ouverte.

M. Dupont (de l'Eure) se dirige vers la tribune ; ses collègues se rangent tous au pied faisant face à l'Assemblée.

M. DUPONT (de l'Eure) lit les discours suivants :

« Citoyens représentants du peuple,

« Le Gouvernement provisoire de la République vient s'incliner devant la nation et rendre un hommage éloquent au pouvoir suprême dont vous êtes investis.

« Elus du peuple ! soyez les bienvenus dans la grande capitale, où votre présence fait naître un sentiment de bonheur et d'espérance qui ne sera pas trompé.

« Dépositaires de la souveraineté nationale, vous allez fonder nos institutions nouvelles sur les larges bases de la démocratie et donner à la France la seule constitution qui puisse convenir, une constitution républicaine. »

Ici l'orateur est interrompu par le cri longtemps répété de *Vive la République* !

« Mais après avoir proclamé la grande loi politique qui va constituer définitivement le pays, comme nous, citoyens représentants, vous vous occuperez de régler l'action possible et efficace du gouvernement dans les rapports que la nécessité du travail établit entre tous les citoyens, et qui doivent avoir pour bases les saintes lois de la justice et de la fraternité.

« Enfin le moment est arrivé pour le Gouvernement provisoire de déposer entre vos mains le pouvoir illimité dont la Révolution l'avait investi. Vous savez si, pour nous, cette dictature a été autre chose qu'une puissance morale au milieu des circonstances difficiles que nous avons traversées.

« Fidèles à notre origine et à nos convictions personnelles, nous n'avons pas hésité à proclamer la République naissante de février.

« Aujourd'hui nous inaugurons les travaux de l'Assemblée nationale à ce cri qui doit toujours la rallier : *Vive la République* ! »

Il se fait une pause ; les membres du Gouvernement provisoire retournent à leur place. Le vénérable Dupont (de l'Eure) s'appuie sur le bras de M. de Lamartine.

Le ministre de la justice monte à la tribune et dit :

« Citoyens représentants du peuple, au nom du Gouvernement provisoire, vos travaux sont ouverts ; l'Assemblée nationale les commence aujourd'hui. J'invite M. le président provisoire à vouloir bien engager l'Assemblée à se retirer dans ses bureaux pour procéder à la vérification des pouvoirs. »

Plusieurs voix. Nous ne connaissons pas nos bureaux.

M. LE PRÉSIDENT. Une liste de représentants est affichée à la porte des bureaux, dont la division s'est faite suivant l'ordre alphabétique des départements.

L'Assemblée se retire dans ses bureaux.

Pendant que les représentants sont retirés dans les bureaux, un grand nombre de gardes nationaux pénètrent dans la salle, se promènent dans l'hémicycle et dans le couloir central, et vont même s'asseoir sur les banquettes des représentants.

Des citoyens en blouse passent d'une porte de la salle à l'autre et défilent devant la tribune. MM. François Arago, Vivien, Béranger, Garnier-Pagès et Pagnerre ne quittent pas la salle des séances.

M. Courtais, en costume de général de la garde nationale, se promène et cause avec les gardes nationaux. La chambre, remplie de toutes sortes d'uniformes, présente l'aspect le plus pittoresque, mais le plus confus. Nous apercevons dans une des tribunes de droite deux anciens députés, MM. d'Haussonville et Roger (du Nord). M. Ledru-Rollin rentre dans la salle et s'entretient pendant longtemps avec MM. Etienne et Emmanuel Arago ; M. Charton, secrétaire général du ministère de l'instruction publique, vient se mêler à cet entretien.

A trois heures précises, les représentants rentrent en séance.

M. LE PRÉSIDENT. La parole est au rapporteur du 1^{er} bureau.

M. Rochard, rapporteur du 1^{er} bureau, propose l'admission des représentants nommés par les départements de l'Aude, de l'Ain, de l'Ardeche, des Ardennes, de l'Aube, des Bouches-du-Rhône. L'admission du citoyen Reynal est remise à l'époque où il aura justifié de son acte de naissance.

Cette proposition est adoptée.

M. DÉMOSTHÈNES OLIVIER. Je demande qu'à mesure de leur admission, les représentants prêtent tous serment à la République une et indivisible.

Une voix. Le serment politique a été aboli.

Une autre voix. Aboli, par qui ?

Plusieurs membres. L'ordre du jour.

M. CRÉMIEUX, ministre de la justice. Citoyens, depuis soixante ans le scandale de tant de serments violés avait soulevé l'indignation publique.

Le Gouvernement provisoire a senti la nécessité de mettre un terme à ce scandale (Bravo.), et son premier acte a été de déclarer que celui qui était investi d'une fonction publique, et surtout de l'honneur de représenter le peuple dans cette Assemblée, devait comprendre qu'il devait être républicain. (Oui ! oui ! — Très-bien !)

Citoyens, vos applaudissements me disent quels sentiments vous avez dans le cœur ; à quoi bon demander qu'ils soient sur vos lèvres. (Mouvements et applaudissements.)

M. DÉMOSTHÈNES OLIVIER. Il m'est impossible de laisser passer sans protestation les paroles que vient de prononcer le citoyen ministre de la justice. On vous a dit que le serment politique était aboli ; mais pourquoi abolirait-on une adhésion personnelle, franche, loyale et énergique ? (Bravo ! Vive la République !)

Je suis heureux d'avoir provoqué cette manifestation, et dans tous les cas, j'insiste pour qu'on permette les adhésions personnelles.

Une voix. Nous avons tous adhéré en criant Vive la République !

Un autre membre. Avant que le citoyen ne le demandât, nos acclamations avaient suffi pour prouver notre adhésion énergique.

M. DÉMOSTHÈNES OLIVIER. Je renonce à ma proposition.

M. DECOUX. Ce n'est pas par un serment dérisoire, mais par des actes, que les membres de l'Assemblée nationale prouveront leur attachement à la République. Nous voulons non-seulement la République une et indivisible, mais nous voulons encore la République démocratique. (Oui ! oui ! Très-bien !) Mais, encore une fois, ce n'est pas un serment qu'il faut, mais des actes. Je repousse donc tout serment politique, si ce pour-

rait nous tromper qu'une fois de plus. (Approbation.)

Les élections du département de l'Allier ont donné lieu à une protestation dont M. Courtais demande qu'il soit donné lecture à la Convention. (Légers bruits.)

M. LUNEAU, rapporteur, fait connaître cette protestation : il en résulte que le président de l'une des sections n'aurait pas communiqué tous les bulletins aux scrutateurs ; mais il y avait un grand nombre d'électeurs présents au dépouillement et aucune réclamation n'a été présentée par eux. (Assez ! assez.)

Les élections du département de l'Allier sont validées, ainsi que celles des Pyrénées-Orientales, du Haut-Rhin, de l'Indre, d'Ille-et-Vilaine. L'admission de M. Rabuan donne lieu à une légère discussion, par suite du défaut de production de son acte de naissance ; mais M. Rabuan, présent à la séance, déclare l'avoir remis à la questure, et la chambre, considérant que l'honorable membre justifie suffisamment de son âge, passe outre et valide l'élection.

Elle admet également les élections du Bas-Rhin, après une légère discussion sur l'élection du capitaine Foy, qui ne justifie pas de son acte de naissance.

Il en est de même des élections du département du Calvados. L'un des membres élus n'a pas justifié de son acte de naissance ; mais il a produit un passeport qui a plus de dix ans de date et qui constate qu'à cette époque il était président d'un tribunal. Le bureau, après avoir vu l'honorable membre, n'a pas pu élever de doutes sur son âge. (On rit.)

Les élections du Cantal et de la Charente sont également validées.

Un membre se plaint de ce que le dossier des élections du département de la Charente-Inférieure ne soit pas encore arrivé à la chambre, quoiqu'il soit depuis longtemps envoyé au ministère.

M. Deslongrais répond qu'il s'est adressé au ministère de l'intérieur, et que là on lui a répondu que le procès-verbal n'était pas encore arrivé.

M. le ministre provisoire de l'intérieur déclare qu'il s'est empressé d'envoyer à la chambre tous les procès-verbaux qu'il a reçus.

M. Charamaule se plaint que les procès-verbaux des élections du département de l'Hérault, arrivés hier à Paris, ne soient pas encore parvenus à la chambre.

M. le ministre provisoire de l'intérieur répond que ces procès-verbaux lui sont parvenus il y a une heure à peine, et qu'ils ont été immédiatement envoyés à la chambre.

La chambre admet les élections de la Vendée, de la Gironde, du Lot-et-Garonne, du Doubs, de la Creuse, des Côtes-du-Nord et de la Haute-Marne. A l'occasion de l'élection de M. Milhoux, une discussion s'engage sur ce que ce citoyen ne serait pas naturalisé Français ; néanmoins il est admis.

A l'occasion de la nomination du général Subervie par le département du Gers, le bureau fait remarquer qu'il n'a pas produit son acte de naissance (rire général) ; mais il était déjà député. Les élections du Gers sont admises.

La séance est levée à six heures et renvoyée à demain.

ÉVÉNEMENTS DE LIMOGES.

Le citoyen Frichon aîné, l'un des représentants de Limoges, nous adresse la lettre suivante :

« En arrivant hier, à onze heures du soir, à Paris, par la diligence de Limoges, avec M. Bac, j'appris, avec autant d'étonnement que de douleur, que les faits les plus faux et les plus monstrueux avaient été rapportés par divers journaux ; j'en ai lu plusieurs ce matin. Je m'empresse, pour éclairer l'opinion publique, de donner des explications précises dont je garantis l'exactitude et la vérité.

« 1^o On lit dans la *République* : « Le bruit court que ce soir dans Paris que Limoges a nommé un « nouveau gouvernement provisoire. »

« Qui a pu croire à un bruit aussi absurde ? Quand le vote de l'armée, ce qui est un fait à jamais déplorable, eut été détruit par cinq ou six cents individus, et qu'une lutte qui menaçait d'être sanglante se fut engagée entre deux parties de la population, le commissaire du département appela près de lui l'ancien comité qui occupait la préfecture au mois de février, et, d'accord avec lui, il prit toutes les mesures que commandaient les circonstances.

« En ce qui me concerne personnellement, j'avais été préposé à la garde de l'hôtel de ville. En ma qualité d'adjoints, je reçus un mot du commissaire du département, m'annonçant qu'il me tiendrait au courant de tout ce qui se passerait. Après avoir attendu une heure, inquiet, je me rendis à la préfecture, où le comité était formé et était en fonction : je n'avais pas été désigné comme membre du comité. Elu le matin représentant du peuple, les circonstances étaient graves ; il y avait du danger, je croyais pouvoir être utile ; je demandai à faire partie du comité. Je fis ajouter mon nom, et je fus en personne le donner à l'imprimeur. Sans cet acte volontaire de ma part, et que je crois être celui d'un bon citoyen, je n'aurais pas été du comité, et je n'aurais pas aujourd'hui à repousser la calomnie.

« Quoi qu'il en soit, avant-hier, au moment de mon départ, je vis à la préfecture le citoyen Trélat, commissaire du département, qui était seul à la tête de l'administration.

« Voici pour le nouveau gouvernement provisoire qui existe à Limoges.

« 2^o On lit dans l'*Assemblée nationale* : « Un escadron de cavalerie, qui avait reçu l'ordre de

« se rendre à Limoges, est arrivé au faubourg de « la ville sans pouvoir y pénétrer ; les ouvriers se « seraient opposés à son entrée. »

« Tout est faux. L'escadron de cavalerie est entré à Limoges sans l'ombre d'une résistance, il a été parfaitement accueilli par la population ; le soir, le corps des officiers est venu rendre visite au comité, et on ne s'est entretenu que de mesures à prendre dans l'intérêt de la tranquillité publique.

« 3^o On lit dans la *Patrie* : « Ce qu'il y a de « plus grave à Limoges, c'est la complicité de « toutes les autorités dans le complot communiste. »

« Les scènes coupables qui ont eu lieu au manège sont-elles le résultat d'un complot communiste ? L'avenir le prouvera. Mais dire que toutes les autorités de Limoges sont complices de ce complot, c'est la plus infâme des calomnies. Pour mon compte, je n'ai jamais été communiste, ce qui est de notoriété publique, et j'affirme que je n'ai jamais entendu parler, ni directement ni indirectement, de ce prétendu complot. Les plus légitimes réclamations ne peuvent manquer de s'élever à cet égard de toutes parts.

« En ce qui touche la garde nationale, le commissaire du département et le colonel ont donné et donneront des explications.

« Mais on lit dans la *Presse* que « presque tous les hommes composant les postes ont été blessés. » Ce fait est inexact, et grâce à l'intervention des membres du comité, je n'ai pas ouï dire qu'un seul garde national ait été blessé.

« En ce qui concerne Frichon jeune, mon frère, qui est lieutenant-colonel de la garde nationale, il a affirmé, dans une lettre qu'il a publiée à Limoges, que pendant la durée des élections, il n'a reçu aucun ordre, ni du commissaire du département, ni du général, ni du colonel, et que le rappel n'a pas été battu : subordonné, il ne pouvait qu'obéir. Ce qui ne l'a pas empêché cependant de se porter partout où il a cru sa présence utile pour empêcher la collision et rétablir l'ordre.

« 5^o On lit encore dans la *Presse* : « Un marchand de farine a vu sa maison envahie et saccagée, et il aurait été infailliblement massacré, etc. »

« Ce négociant a été arrêté, conduit devant le « comité de salut public, jugé séance tenante par le « comité, condamné à six mois de prison, 10,000 « fr. d'amende et à la défense d'exercer son commerce, etc. »

« Qui peut être assez coupable pour inventer de pareilles infamies ? Voici ce qu'il y a de vrai. Une émeute éclate à la porte de ce marchand de farines ; elle était menaçante. Trois ou quatre membres du comité s'y rendent en toute hâte ; ils sont assez heureux pour l'apaiser : on n'a pas eu à déplorer une seule voie de fait. Seulement, pour protéger le marchand de farines et le soustraire à la fureur de ceux qui le poursuivaient, on l'a fait, sous bonne escorte, conduire en prison. C'était le seul moyen de salut pour lui. Quant aux six mois de prison, aux 100,000 francs d'amende et à la cessation de son commerce, tout cela est de pure invention.

« Enfin, tombant dans les plus étranges confusions, on prétend que le comité a frappé des impôts forcés pour des sommes considérables. L'emprunt de 704,000 fr. qu'on a voulu faire à Limoges remonte à plus de trois semaines ; il est fait au nom de la ville, garanti par elle ; le conseil municipal en a délibéré, et tout s'est fait d'accord avec le ministre. Cet emprunt, qui, du reste, n'a pas été réalisé, a été fait pour ouvrir des ateliers de travail et donner de l'ouvrage à nos nombreux ouvriers.

« Ainsi donc, les faits graves qui ont été publiés par les journaux de Paris sont complètement faux et inexacts. Les événements qui se sont accomplis à Limoges sont profondément regrettables sans doute ; il y a une irritation extrême ; les passions les plus tristes ont été mises en mouvement ; mais enfin, et tous les honnêtes gens doivent s'en féliciter, grâce aux sages mesures du comité et au bon sens de toute la population, aucune atteinte n'a été portée à la propriété, et le sang n'a pas coulé.

FRICHON aîné.
(Réforme.)

Départements.

Les membres du comité provisoire de Limoges ont cru, en remettant le pouvoir au commissaire du gouvernement, devoir publier un compte-rendu des événements et une justification de la conduite que les délégués du peuple ont tenue. Le citoyen Coralli a adressé aux membres du comité la lettre suivante :

« Dans le moment du danger, le commissaire du département et vous-mêmes, membres de l'ancien comité, dont il a réclamé le secours, me fîtes l'honneur de m'adoindre à vos efforts pour rétablir la tranquillité troublée. J'ai la conscience que nous avons fait acte de bons citoyens. L'arrivée du commissaire général me permet, et la nécessité de ma présence à Paris m'oblige à vous adresser ma démission. »

Limoges est parfaitement tranquille.

— Les ouvriers typographes de la ville de Lyon se sont tous réunis au Pré-aux-Clercs où ils ont offert un banquet au citoyen Doutre, leur camarade, qui vient d'être élu représentant du Rhône à l'Assemblée nationale. Le citoyen Peltier, de Tarare, aussi nommé représentant et ancien ouvrier typographe, assistait à ce banquet. La cordialité la plus franche, le patriotisme le plus vrai ont fait tous les honneurs du repas. Deux toasts ont été portés : l'un à la République par le citoyen Chavent, ouvrier typographe, et le second

à la Fraternité par le citoyen Boursy, maître imprimeur.

(Peuple souverain.)

— Les élections du Finistère ont donné un bien triste résultat. Tous les candidats légitimistes, appuyés par le clergé, ont passé avec l'énorme chiffre de 60 à 110 mille voix. Voilà le fait.

Les hommes de la réaction n'ont reculé devant aucune manœuvre. La ruse, l'intimidation, la menace, la violence, rien ne leur a fait défaut. Mais ce qu'ils ont exploité avec le plus d'impudence, après la violence brutale par la laceration des bulletins qui n'étaient pas les leurs, c'est la violence morale exercée sur les consciences par le confessionnal. Ces faits sont acquis d'une manière officielle; ils sont constatés par enquête de justice de paix et avoués par les coupables. Chaque canton va se mettre en mesure de procéder à ces recherches; mais il est à craindre que les autorités locales ne soient insuffisantes à découvrir plus largement la vérité. Le gouvernement ferait bien de nommer pour chaque circonscription donnée une commission d'enquête spéciale.

(National de l'Ouest.)

Le Mans. — Dimanche, huit cents ou mille ouvriers de notre ville, en tête desquels marchaient la musique et le corps d'officiers de notre garde nationale, appartenant pour la plupart à la corporation des filassiers, rangés chacun sous la bannière de leur corporation, ont été félicités le commissaire du Gouvernement de sa nomination à l'Assemblée constituante et lui offrir un bouquet, comme il y a deux ans ils en avaient offert un au député du deuxième collège de la Sarthe. Ledru-Rollin.

En arrivant en ville, les ouvriers des environs, précédés de leurs drapeaux, criaient vive la République! vive Ledru-Rollin! Dans la cour de la préfecture, les ouvriers ont crié aussi à plusieurs reprises vive Ledru-Rollin! C'était une touchante protestation contre les calomnies qui ont empêché la nomination du ministre de l'intérieur.

(Courrier de la Sarthe.)

— Les réactionnaires mettent le comble à leurs lâchetés. De tous les points de l'arrondissement, il nous arrive des plaintes qui relatent les violences inouïes dont les républicains véritables sont victimes. Dans plusieurs cantons, les démocrates sont insultés par les ex-souteneurs du règne déchû. Quelques-uns même sont indignement frappés par des gens que nous nommerons quand il en sera temps. Si du moins ces modérés attaquaient leurs ennemis à armes courtoises, nous serions fort tranquilles sur les dangers que présentent leurs attaques. Mais ces messieurs ne comprennent pas ainsi la bravoure: ils attendent leur ennemi dans le mystère; puis, quand il arrive, ils se mettent bravement quinze ou vingt contre un, et chacun triomphe ensuite des coups qu'il a portés. On appelle cela de la modération au premier titre.

Pour nous, qui n'avons encore donné une pichenette à personne; pour nos amis, qui sont obligés, comme au Quenoy, de quitter enfants et famille pour n'être pas assassinés; pour nous enfin, qui sommes bafoués par des cohortes avinées, on nous appelle des exaltés, des anarchistes, des ultra, etc. C'est vraiment ingénieux; mais nous doutons que cela dure encore longtemps. La violence appelle la violence; nos amis et nous, nous ne sommes point d'humeur à nous laisser gorger comme des moutons. Ces ignominies, ces guet-apens auront une fin, et nous saurons avant peu du ministère lui-même si nous vivons sous la République ou sous le knout des autocrates de toutes les Russies. Le procureur de la République a dû recevoir aujourd'hui plusieurs plaintes auxquelles il sera, nous l'espérons, au plus tôt donné suite.

Quoi qu'il arrive, nous engageons très-vivement nos amis et tous les patriotes sincères de l'arrondissement à dresser dans leur commune la liste des prétendus modérés qui jettent en ce moment autour d'eux la terreur et se montrent les ennemis les plus acharnés des républicains sincères et de la République démocratique. Il pourra venir une heure où cette statistique sera fort utile.

(Impartial du Nord)

Compte rendu des Clubs.

SOCIÉTÉ DES DROITS DE L'HOMME.

Suite du travail du citoyen Victor Leroux. (Voir le numéro du 2 mai.)

VI.

Quelle est l'organisation proposée par Louis Blanc?

J'ai entendu critiquer avec tant de mauvaise foi l'organisation proposée par Louis Blanc, que je crois nécessaire de la mettre ici sous les yeux du lecteur. Voici cette organisation:

«Après le prélèvement du prix des salaires, de l'intérêt du capital, des frais d'entretien et de matériel, le bénéfice sera ainsi réparti:

«1° Un quart pour l'amortissement du capital appartenant au propriétaire avec lequel l'Etat aurait traité;

«2° Un quart pour l'établissement d'un fonds de secours destiné aux vieillards, aux malades, aux blessés, etc.;

«3° Un quart à partager entre les travailleurs à titre de bénéfice, comme il sera dit plus tard.

«4° Un quart enfin pour la formation d'un fonds de réserve dont la destination sera indiquée plus bas.

«Ainsi serait constituée l'association dans un atelier.

«Resterait à étendre l'association entre les ateliers d'une même industrie afin de les rendre solidaires les uns des autres.

«Deux conditions y suffiraient.

«D'abord on déterminerait le prix de revient. On fixerait, en regard à la situation du monde industriel, le chiffre du bénéfice licite au-dessus du prix de revient de manière à arriver à un prix uniforme et à empêcher toute concurrence entre les ateliers d'une même industrie.

«Ensuite on établirait dans tous les ateliers de la même industrie un salaire non pas égal, mais proportionnel, les conditions de la vie matérielle n'étant pas identiques sur tous les points de la France.

«La solidarité ainsi établie entre tous les ateliers d'une même industrie, il y aurait enfin à réaliser la souveraine condition de l'ordre, celle qui devra rendre à jamais les haines, les guerres, les révolutions impossibles; il y aurait à fonder la solidarité entre toutes les industries diverses, entre tous les membres de la société.

«Deux conditions pour cela sont indispensables: faire la somme totale des bénéfices de chaque industrie, et cette somme totale la partager entre tous les travailleurs.

«Ensuite des divers fonds de réserve dont nous parlions tout à l'heure former un fonds de mutuelle assistance entre toutes les industries, de telle sorte que celle qui une année se trouverait en souffrance fût secourue par celle qui aurait prospéré. Un grand capital serait ainsi formé, lequel n'appartiendrait à personne en particulier, mais appartiendrait à tous collectivement.

«La répartition de ce capital de la société entière serait confiée à un conseil d'administration placé au sommet de tous les ateliers. Dans ses mains seraient réunies les rênes de toutes les industries, comme dans la main d'un ingénieur nommé par l'Etat serait remise la direction de chaque industrie particulière.

«L'Etat arriverait à la réalisation de ce plan par des mesures successives. Il ne s'agit de violenter personne. L'Etat donnerait son modèle. A côté vivraient des associations privées, le système économique actuel, etc.»

Tel est, rapidement esquissé, le projet que nous soumettons à la discussion.

VII.

Cette organisation est-elle possible, naturelle, rationnelle?

Cette organisation a été beaucoup critiquée, et pourquoi? Serait-elle irréalisable, contraire à la nature, contraire à la raison? Non, suivant moi. D'abord elle est possible:

1° Parce que l'Etat en prend la direction: parce qu'il réserve la ressource de l'impôt pour la fonder et la maintenir; parce qu'il serait, ce me semble, aussi déraisonnable de lui refuser cette ressource pour l'armée industrielle que pour l'armée proprement dite;

2° Parce que seule des trois éléments constitutifs du travail industriel, la force, je le répète, se prête à l'association, en cela que si elle est brutale, du moins elle n'est pas corrompue.

Cette organisation est encore naturelle, car non-seulement elle offre une transition du passé à l'avenir, mais encore elle fournit dans la force, qu'elle rallie, la meilleure base pour la société nouvelle qu'il s'agit d'édifier.

Enfin elle est rationnelle, car tout en les laissant libres d'entrer dans son sein ou de s'en éloigner, elle prouve au capital et au talent qu'avec le concours de l'Etat, la force peut se passer d'eux. Et, soit dit en passant, il en sera ainsi tant qu'on maintiendra cette loi qu'à l'hôtel de ville, le soir du 24 février, l'intelligence a dictée dans ce seul mot: le dévouement des gouvernants aux gouvernés.

En résumé, pour quiconque a lu et relu le chapitre qui précède, il doit être clair que, si elle est adoptée, l'organisation de Louis Blanc fait de la force une puissance sociale avec laquelle il faudra compter désormais, car non-seulement elle l'affaiblit, mais encore par le droit de vivre, par le droit de se développer qu'elle lui assure, elle lui sauvegarde sa liberté.

Bref, cette organisation est la charte du travailleur, la vraie charte autour de laquelle celui-ci peut se ranger et crier: «Vive en travaillant ou mourir en combattant.»

Un seul article manque à cette charte pour la compléter: c'est celui qui détermine la règle du salaire.

CLUB DE L'ÉGALITÉ ET DE LA FRATERNITÉ.

(Extrait du procès-verbal de la séance du 2 mai.)

Le citoyen Griffie, indigné des massacres de Rouen, demande que la 12^e légion se lève en masse et marche sur cette ville pour venger les ouvriers lâchement assassinés. Cette discussion, appuyée par un grand nombre de membres et trouvée impraticable pour le moment, est modifiée par la proposition du citoyen Mangin, président, qui demande de se rendre en corps au ministère de l'intérieur pour obtenir la vérité exacte et protester contre la nomination du sieur Frank-Carré comme chargé d'une enquête.

Le club est reçu au ministère, et en l'absence du citoyen ministre, son secrétaire déclare que deux commissaires extraordinaires ont été envoyés à Rouen pour connaître l'origine et la cause de ces massacres, mais qu'il ignore si le sieur Frank-Carré a été chargé de faire une enquête sur ces douloureux événements.

Le secrétaire, ALFRED MONBRIAL.

Le club de l'Unité républicaine du 6^e arrondissement a reconstitué hier son bureau en nommant les citoyens: Guémied, président, réélu; Dumas, Madole, vice-présidents; P. Jacquet, se-

crétaire, réélu.

Dans la même séance, ce club a adopté pour ses principes la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, par Robespierre. L'ordre du jour de jeudi prochain est la discussion de la constitution à faire pour le peuple français. Ses séances sont toujours au lieu ordinaire, boulevard du Temple, 34, les mardi, jeudi et samedi de chaque semaine, à 8 heures du soir.

Etranger.

ANGLETERRE.

La réaction vient de faire couler le sang en Irlande, à Limerick: la vieille Irlande s'est montrée par sa violence à la hauteur de son fanatisme et de son esprit féodal. Elle a d'abord entouré et insulté dans la rue M. Mitchell, menaçant de brûler la maison où se tenait un meeting; puis elle s'est ruée à coups de pierre sur les membres du club qui ont riposté à coups de feu. Un homme est tombé mortellement blessé.

M. O'Brien et M. Meagher, victimes des mêmes outrages, ont déclaré vouloir se retirer de la vie politique. Le premier, l'œil tout noir et fermé par suite d'un coup qu'il avait reçu dans l'échauffourée, s'est présenté le jour même à la cour du banc de la reine pour demander que les débats s'ouvrent le plus promptement possible. Pendant cet affreux tumulte, la ville se trouvait en état de siège.

À Waterford, les deux sections des repealers sont également désunies.

ITALIE.

Le *Risorgimento* de Turin dit que «Charles-Albert tempore à dessein, et qu'il ne veut opérer activement qu'après la déclaration du gouvernement provisoire de Milan sur la forme de gouvernement à donner à l'Italie.»

En conséquence, Charles-Albert a demandé une explication catégorique au gouvernement central de la Lombardie. L'ex-général du Trocadéro menace de se replier sur le Tessin et de livrer ainsi Milan aux Autrichiens. En d'autres termes, Charles-Albert veut être déclaré roi de la Lombardie.

Nous défions Charles-Albert de se retirer sur le Tessin. Les conséquences de cette retraite seraient pour lui la perte certaine de la couronne de Sardaigne.

Joseph Mazzini a écrit de Milan à la *Concordia* pour protester énergiquement contre la conduite du gouvernement piémontais à l'égard de la colonne italienne venue de France à Gènes:

«Il est cruel, dit-il, après un long exil, d'être accueilli dans son propre pays par des menaces, des calomnies et des baïonnettes, alors qu'on vole à sa défense.»

La trahison de Charles-Albert n'a plus maintenant besoin de démonstration.

La flotte française a été reçue à Livourne avec des transports de joie indicible.

Un bulletin daté de Gornovo, 24 avril, annonce que les avant-postes des volontaires piémontais ont attaqué les Autrichiens sur la route de Mantoue. Le combat a duré trois heures: les Autrichiens ont tenu deux heures. Il a été impossible aux volontaires de poursuivre leurs avantages faute de cavalerie. Les Autrichiens avaient six pièces d'artillerie; les volontaires n'en avaient que deux, et étaient inférieurs en nombre.

Un autre combat a eu lieu aux environs de Villafranca, dans le mouvement de l'armée piémontaise au delà du Mincio; la cavalerie a poursuivi les Autrichiens jusqu'aux environs de Sommacapagna.

Le général Allemanni, arrêté comme fuyard et traître, se serait pleinement justifié à Milan. Cette heureuse nouvelle nous est donnée par la *Concordia*.

RUSSIE.

Dans notre numéro du 28, à propos de la Russie, nous soutenions que l'esprit révolutionnaire travaillait l'armée et que la garde était entièrement désaffectionnée. Nous ajoutions que c'était surtout à Moscou que le génie de la révolution se trouvait sur son terrain par le fait non-seulement de l'opposition nobiliaire, mais encore de l'opposition démocratique.

Aujourd'hui une correspondance de Varsovie, adressée à la *Gazette de Breslau*, confirme nos assertions en ces termes:

«La désorganisation dans les rangs de l'armée russe, en Pologne, est très-grande, et en général les troupes montrent peu d'attachement pour l'empereur. Des lettres particulières de Kaminiac annoncent, sur la foi de lettres de Saint-Petersbourg et de Moscou, qu'à Saint-Petersbourg la garde impériale s'est révoltée et à Moscou la population.»

La même correspondance ajoute que la Wolhynie et la Pandolie n'attendent qu'une occasion favorable pour secouer le joug.

Or, on sait que les colonies militaires commencent à l'Ukraine. Comme conséquence de ce que nous avons avancé sur l'armée russe, nous ne serions nullement étonnés d'apprendre bientôt l'explosion d'une révolte au sein de ces colonies, qui en ont déjà fait une quelque temps après l'avènement de l'empereur Nicolas. Le vieux levain de mécontentement existe encore parmi ces colons enrégimentés; nous le répétons, il est partout en Russie, et une politique aux vues larges saurait profiter de ces éléments.

Faits divers.

Dans un banquet de la garde nationale, le 2 de

ce mois, on a porté un toast à la garde nationale de Rouen. Des citoyens se sont levés, ont protesté avec indignation en déclarant qu'ils ne boiraient pas au sang versé.

—M. Malachowski, se rendant de Paris à Cologne, a été arrêté à la frontière belge, et quoiqu'il fut porteur d'un passeport visé à l'ambassade, ainsi que d'une lettre de recommandation du prince de Ligne, on lui a intimé l'ordre de rentrer en France, la Belgique étant interdite aux Polonais! Ceci vient à l'appui de la réaction qui commence en Allemagne contre nos infortunés amis les enfants de la brave Pologne.

—Les marchands ambulants qui encombraient les boulevards depuis la révolution de février, et qui les avaient métamorphosés en champ de foire, au grand détriment des marchands en boutique, ont reçu l'ordre de débarrasser la voie publique, et la plupart avaient disparu ce matin.

—D'innombrables groupes se faisaient remarquer hier au soir sur les quais, les boulevards, les places du Palais-National, du Châtelet, de l'Hôtel-de-Ville et de la Bastille. Les massacres de Rouen, les menaces incessantes de quelques gardes nationaux de Paris, puis la grande question de l'organisation du travail, tels étaient les sujets à l'ordre du jour.

—On parle de la destitution du citoyen Frank-Carré, président de la cour d'appel de Rouen, et du citoyen Sénard, procureur général.

—Hier au soir, le ministre de l'intérieur a répondu à un citoyen qui était allé lui demander des nouvelles de Rouen, que tout était apaisé; que l'enquête et les poursuites que les magistrats avaient eu l'infamie de diriger contre le peuple, qu'on a massacré, étaient maintenant dirigées contre la hideuse bourgeoisie armée, auteur de cette Saint-Barthélemy.

—On nous communique le fait suivant:

«Le citoyen Closson, ex-sapeur-pompier à Montmartre, a le premier signalé dans les clubs ce qui s'était passé à la mairie pendant la Révolution de février et que nos lecteurs connaissent. Dès lors il devenait un ennemi particulier pour les hommes qu'il avait démasqués. Ils se sont donc jetés sur lui ces jours derniers, au nombre de quatre ou cinq, et l'ont tellement maltraité qu'il est obligé de garder le lit. De pareils faits resteront-ils longtemps impunis?»

—Un arrêté du maire de Paris réduit les frais d'inhumation dans les cimetières de Paris de 22 fr. à 15 fr., à partir du 4^e mai. Ces frais sont ainsi fixés: commissaire, 5 fr. 50; inspecteur du cimetière, 50 c.; conservateur, 2 fr. 50; fossoyeur, 5 fr.; garde-portier, 1 fr. 50.

—En lisant, il y a deux jours, l'*Observateur*, journal français publié à Londres, nous nous étonnions de n'y plus retrouver l'esprit et la verve qu'y met ordinairement M. Massol, son rédacteur en chef. Inquiets, nous avons été aux renseignements, et voici ce que nous apprenons:

Le gouvernement anglais a signifié à l'*Observateur* d'avoir à cesser de propager la politique de la France républicaine, cette politique ne convenant ni à l'honorable corps des constables, ni à l'aristocratie, ni aux marchands de la Cité, ni encore bien moins au *police-office*. Il a fait plus, il a enjoint à M. Massol d'avoir à quitter la terre hospitalière de la Grande-Bretagne sous vingt-quatre heures, à défaut de quoi il serait reconduit à Brighton, Folkestone ou Southampton, à son choix.

(Le Monde républicain.)

—On a officiellement annoncé que la fête du Champ-de-Mars, qui devait avoir lieu le 4, est renvoyée au 10. Les préparatifs de la fête doivent être en effet terminés pour cette époque.

Il paraît que l'on a renoncé au banquet de cent mille couverts.

—L'emploi de directeur du musée de Versailles vient d'être accordé au citoyen Ayasse. On ne pouvait récompenser un plus digne citoyen et un meilleur soldat de la démocratie. Ce n'est pas une faveur, c'est une justice.

—On termine, dit le *Représentant du peuple*, les préparatifs d'appropriation des Tuileries pour le Gouvernement provisoire, qui doit s'y installer après l'ouverture de l'Assemblée nationale.

—En ce moment les femmes et les enfants faibles ou malades émigrent des faubourgs du Temple et Saint-Martin pour les quartiers de la rive gauche de la Seine ou la campagne. Cette émigration annuelle a lieu à cause de la voirie de Montfaucon, toujours existante et dont on vide en ce moment les bassins de leurs résidus. Ces résidus sont étendus sur les hauteurs pour s'y dessécher. C'est cette opération qui cause les miasmes putrides qui arrivent en ce moment jusqu'à la place du Carrousel dans Paris.

CHATEAU-ROUGE. Samedi 6 mai, réouverture. De nombreux embellissements ajoutés au charme de ce vaste jardin qui n'a pas cessé de jouir des faveurs du public, et qui les justifiera encore cette année par la magnificence de ses fêtes. Le Château-Rouge offre, on le sait, la réunion de tous les plaisirs champêtres. L'orchestre, composé de 60 musiciens, dirigés par Mare, compte dans son sein l'élite de nos principaux artistes. Les feux d'artifices qui terminent chaque soirée excitent toujours la curiosité de la foule; enfin de nouveaux règlements permettront à l'administration de varier comme elle l'entendra son programme, et plus d'une surprise en résultera pour la société brillante qui se presse chaque été dans cet établissement en vogue. — Dimanche 7 mai, grande fête de réouverture avec feu d'artifice.

Le directeur gérant: SOBRIER.

Imprimerie Lacrampe et Fortaux, rue Damielle, 2.